<u>Géopolitique des cultures et culture européenne</u> (Cours/conférence de Richard Miller au Collège Belgique, le 18/9/2013).

Mesdames, Messieurs,

Notre sujet, « Géopolitique des cultures et culture européenne », semblera peut-être trop vaste[1]. Toutefois, j'ai acquis la conviction, par une participation active aux débats parlementaires, par l'étude et l'analyse, par le souci d'aller voir sur place, mais aussi par la fréquentation assidue des politiques culturelles depuis plusieurs années, que ce que l'on pourrait appeler une « diplomatie culturelle » constitue un enjeu-clé du monde qui se met en place. C'est le cas, en particulier, pour l'Union européenne.

Qui parle de culture, parle de l'humain.

Si le 19ème siècle a été marqué par la question sociale, si le 20ème siècle l'a été par la résistance démocratique face aux totalitarismes, c'est *l'humanité* même qui sera la question politique majeure du 21ème siècle. L'humanité confrontée au retour de la transcendance. L'humanité en proie aux tensions du vivre-ensemble. L'humanité à travers les phénomènes migratoires. Mais l'humanité aussi, face au devenir de la planète et aux risques écologiques. L'humanité enfin, au sein d'un univers « bio-technologique », dans lequel une partie de la population mondiale meurt de faim, de maladie, de misère, sous le regard médiatique de l'autre.

L'humanité trouve son origine dans l'acte de s'extraire de la nature. Lorsqu'au sein de l'évolution des espèces, un anthropoïde, dressé sur ses deux membres inférieurs, le visage libéré de la position animale orientée vers le sol, a posé un regard nouveau sur le monde qui l'environnait, un regard prenant conscience de pouvoir changer la configuration de celui-ci, de pouvoir agir autrement qu'en répétant les mêmes gestes, cet anthropoïde, en s'individualisant, est devenu *anthropos*. Il est devenu homme[2].

---

[1] Ce cours-conférence a été présenté à l'Académie royale des Sciences, des Lettres et des Beaux-Arts, en septembre 2013, dans le cadre du Collège Belgique, avec pour directeur scientifique le professeur Lambros Couloubaritsis.

[2] J'avais choisi d'illustrer mon propos en projetant le début de *2001, l'Odyssée de l'espace*. Ce film, réalisé par Stanley Kubrick en 1968, demeure indépassé dans la mise en images de l'humanité naissante : c'est une authentique *épiphanie* (sur le sens à donner à ce mot, cf. Richard Miller, *L'imaginisation du réel*, Bruxelles, Ousia, 2012, p. 41-48).

Peu importe ici, que l'on ne puisse pas dater précisément ce passage : l'humanité que nous considérons est celle qui est présente dès lors que s'effectue, entre le corps qui perçoit et ce qui est perçu, un travail de prise en charge de la réalité extérieure. L'homme, l'*anthropos* « naît » au moment où devient réel pour lui non plus simplement ce qui est, mais ce qui *peut* être. Cette surrection de l'être-humain représente un triple passage : de l'animalité, à l'humanité ; de la nature, à la « culture » (au sens général d'*acculturation*, de *formation*, équivalent au terme philosophique allemand *Bildung*[3]); de l'absence de savoir, aux limites du croire.

Entre la planète terre, et l'humain que je suis ; entre la planète terre, et les êtres humains qui ont vécu et qui vivent sur celle-ci, existe une séparation. Cela ne signifie pas que nous ne soyons pas des êtres naturels, avec un corps, des besoins, des contraintes et des désirs naturels, mais cela signifie que nous ne sommes pas, semblables à des animaux, immergés dans le monde naturel. Le monde est tel qu'il est *pour* nous. Le réel est toujours l'*image* que les hommes se font de lui[4]. Il n'est pas inutile d'y insister : *image* se dit en allemand *Bild*, qui a donné *Bildung*. Avec l'humain, avec la capacité transformatrice du réel dont dispose l'humanité, nous avons affaire au monde de la culture. Comme disent les philosophes, nous sommes-au-monde. De plus, nous le savons ; nous savons que nous existons. Mais cet *être-au-monde* et ce *savoir-être-au-monde* sont sans explication : notre existence n'est accompagnée d'aucun mode d'emploi. Nous sommes dotés de la faculté de voir, de juger, de changer, d'aménager, de détruire, de construire, de démultiplier sans limite la complexité des choses, des êtres et de la vie entière, mais nous ne savons pas pourquoi. Nous ne savons ni à quoi c'est dû, ni à quoi ça sert – ou devrait servir.

Faculté extraordinaire dès lors – y compris au sens premier de « sortir de l'ordinaire » – que cette liberté des humains que nous sommes. Liberté de pouvoir changer les choses, de pouvoir les nommer à notre gré, de pouvoir les organiser différemment, etc… Mais liberté grevée d'une responsabilité sans répit. Car les êtres humains, exprimé de façon abrupte, sont *capables de tout*. Ils sont d'autant plus capables de tout, du bien comme du mal, de toute chose comme de son contraire, que précisément le *pourquoi* leur fait défaut. Tous,

---

[3] *Bildung* est un concept fondamental de la dialectique hégélienne.

[4] Dans une thèse publiée sous la direction des professeurs Lambros Couloubaritsis et Baudouin Decharneux, c'est ce phénomène vital que j'ai nommé l'*imaginisation* du réel ; cf. Richard Miller, op.cit.

nous ignorons la finalité ultime des chemins que nous empruntons. J'ouvre une parenthèse pour souligner d'emblée que ceux qui prétendent détenir la vérité une sont aussi ceux qui se sentent le plus autorisés à commettre n'importe quoi, en ce compris le pire !

Il n'y a nul mode d'emploi. Par conséquent, l'homme peut tout accomplir, en reportant sans cesse plus loin les limites de son pouvoir. De surcroît, il peut tout imaginer, tout et n'importe quoi, pour expliquer qui il est, pour justifier ce qu'il fait, pour authentifier ce qu'il croit… C'est ce que je désignais en parlant du passage de l'absence de savoir aux limites du croire. **L'être humain ne peut jamais que croire : croire connaître, croire comprendre, croire en ce qu'on lui a appris, croire savoir que sa vie n'est pas sans pourquoi, qu'elle a un sens, un destin… Et puis, surtout, croire avoir raison**.

Il n'est pas surprenant que, privé de cause première, privé de savoir ultime, sans certitude autre que celle de devoir vivre et de devoir mourir, chacune et chacun recherche la stabilité réconfortante d'une identité. Une identité qui apparaît d'autant plus sûre, d'autant plus stable, d'autant plus confortée et réconfortante, qu'elle est partagée par les autres, par ceux avec qui l'on vit. Une identité qui ne serait pas partagée, une identité qui serait unique, serait forcément inquiétante, n'apportant par elle-même aucune garantie solide sur quoi pouvoir se fonder. C'est, inversement, ce qui explique que la présence de personnes autres, différentes, est si perturbante : c'est le sol de nos certitudes fragiles qui révèle alors sa friabilité. Par contre, une identité partagée, une identité en commun, ça c'est du solide ! C'est avoir au moins la certitude d'être comme les autres, et donc d'*être* - tout comme les autres *sont*. Etre comme les autres, avant tout, c'est être. Le groupe où l'on naît est le berceau de notre identité : la même langue, la même histoire, le même environnement, les mêmes mœurs, les mêmes croyances, les mêmes illusions sont en commun. La même culture est en commun. Telle est la deuxième signification générale de ce mot ; en ce sens, on parle de « cultures » au pluriel.

Arrivés à ce point, il importe de reprendre notre titre afin de l'expliciter. Le présent texte, humblement, entend rendre hommage à un grand théoricien et internationaliste convaincu, le professeur belge de Relations internationales, Jean Barrea. Celui-ci, à travers son enseignement à l'Université catholique de Louvain, ainsi qu'à travers des ouvrages de référence, a été un des premiers et

des plus éminents spécialistes à insister sur le facteur culturel dans les relations internationales. Il en a fait un point central de la problématique - décisive, vous en conviendrez - de la guerre et de la paix. Le fil conducteur de la pensée de Jean Barrea[5] visait à dépasser l'antagonisme traditionnel entre réalisme et idéalisme, entre la position de ceux qui voient dans les Relations Internationales la possibilité de concrétiser des idéaux, notamment en matière de paix, et la position de realpolitik de ceux pour qui les Relations Internationales doivent viser l'intérêt de l'Etat (ou de toute autre entité politique, comme l'Empire, l'Union, le Bloc…), et ce, en sachant jusqu'où aller, ou au contraire ne pas aller, trop loin. Le curseur de la realpolitik est en effet le *risque*, le risque de l'affrontement voire de la guerre. J'illustrerai ceci en renvoyant à *L'Hiver de la grande solitude*, roman qu'Ismail Kadaré, Prix Nobel de littérature, a consacré aux longs mois d'incertitude durant lesquels l'Albanie communiste se sépara du communisme soviétique ; au risque d'être, comme la Hongrie, envahie par les chars du Pacte de Varsovie[6].

La culture, selon Jean Barrea, offre le moyen de dépasser l'antagonisme réalisme-idéalisme. En ce sens, la culture de la paix proposerait des alternatives car, comme le rappelle le Préambule de la Charte de l'Unesco : « Si les guerres prennent naissance dans l'esprit des hommes, la paix se construit par l'esprit des hommes ». Autrement dit, nous *aurions* affaire à un choix ; ce choix, il en a fait, en 1984, le titre de son ouvrage principal, *L'utopie ou la guerre*[7]. J'ai utilisé le conditionnel ; je crois en effet que le dilemme entre l'utopie culturelle ou la guerre est obsolète. Mais affirmer cela, dans le contexte géopolitique du 21ème siècle naissant, ne constitue en rien une critique des préoccupations culturelles de Borrea ; ni d'ailleurs une critique de ceux, comme Louis Michel[8], qui ont inscrit les préoccupations culturelles dans leur action sur la scène internationale. C'est, au contraire, acter le fait que **l'enjeu culturel, pour des**

---

[5] Françoise Massart-Piérard (dir.), *Culture et Relations internationales Liber amicorum Jean Barrea*, Louvain, Presses Universitaires, 2007.

[6] Ismail Kadaré, *L'Hiver de la grande solitude*, trad. J. Vrioni, Paris, Le Livre de Poche/Biblio, 2005. Ce roman a connu plusieurs versions qui ont suscité la polémique en raison du rôle trop positif attribué au futur dictateur Enver Hoxha ; cf. Jean-Arnault Dérens et Laurent Geslin, *Comprendre les Balkans. Histoire, sociétés, perspectives*, Paris, Non Lieu, 2007, p. 137 et sq. Citer ce roman, me permet aussi d'annoncer ce qui sera développé ci-dessous, à savoir que l'oeuvre littéraire ne permet pas de leçon commune.

[7] Jean Borrea, *L'utopie ou la guerre. D'Erasme à la crise des euromissiles*, Louvain-la-Neuve, Ciaco, 1984.

[8] Cf. Louis Michel, *Horizons L'axe du bien*, Bruxelles, Luc Pire, 2004.

raisons liées aux phénomènes de mondialisation et de globalisation[9], est sorti de l'ombre pour s'installer au coeur des conflits. Dès lors, traiter de « culture », ou de « diplomatie culturelle » au sein d'une politique des Affaires étrangères ne relève pas d'un point de vue idéaliste. L'antagonisme réalisme-idéalisme s'est lui-même résorbé.

Mon exposé, dès lors, se veut en rupture avec les chants de la bien-pensance et du politiquement correct, annonçant une culture prophylactique, du genre « Ecoutons la musique de l'autre », « Le monde est un village », « Brassons les différences », « La culture adoucit les mœurs », « Respectons nos cultures mutuelles », « Good music makes good people »,…

Commençons par reprendre la signification première de la « culture », à savoir la distinction être humain/nature. Le penseur qui, de la façon la plus radicale, a conceptualisé cette séparation, cette surrection de l'humain, celui qui a opéré ce que l'on appelé la révolution copernicienne, est Emmanuel Kant. Au point de vue des Relations internationales, Kant a défendu le concept de cosmopolitisme dans des textes décisifs[10]. Si je le rappelle, ce n'est pas tant pour son engagement cosmopolitique que pour ce qui fonde celui-ci : l'analyse kantienne des conditions de possibilité de la connaissance humaine. Ces conditions, on le sait, sont l'espace et le temps[11]. C'est par cette « grille » formée de l'espace et du temps (nous voyons, par exemple, tel objet « ici » et « maintenant »), que nous pouvons connaître quelque chose. C'est parce que nous sommes dotés de l'intuition du temps et de l'espace que nous pouvons *ordonner*, mettre en ordre ce que nous voyons, ce qui nous arrive, ce que nous pensons, ce que nous faisons.

Mais si toute connaissance – et j'en viens à la seconde signification générale du mot culture - est structurée à la moulinette de l'espace et du temps, et si, comme je l'ai évoqué, un désir puissant d'identité fonde ce que nous *pouvons* connaître, ce que nous *croyons pouvoir* connaître, alors il est évident, il est logique, que l'affirmation de notre identité, de notre appartenance au groupe,

---

[9] « Mondialisation » et « Globalisation » ne sont pas synonymes. La globalisation inclut une volonté d'uniformisation culturelle internationale de nature anglophone ; cf. sur ce point l'excellente mise au point de Philippe Séguin, *La mondialisation sonne-t-elle le glas du politique ?*, Montréal, Fides, 2000, p.34 et sq.

[10] Cf. notamment Emmanuel Kant, *Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolitique*, trad. L. Ferry, in *Œuvres philosophiques*, t. II, Paris, Gallimard/Pléiade, 1985, p. 185-205 ; en particulier, p.204.

[11] Emmanuel Kant, *La critique de la raison pure*, trad. J. Barni, rev. et cor., in *Œuvres philosophiques*, t. I, Paris, Gallimard/Pléiade, 1980, p. 705 et sq.

de notre adhésion à la communauté, se fonde et se nourrisse de ces deux dimensions : le lieu (l'espace) qui est le nôtre, l'histoire (le temps) qui est la nôtre. Notre identité se confond avec le territoire de la tradition. Plus le territoire (l'espace) s'élargit, plus la tradition (le temps) diffère. Plus la tradition transmise est solide, plus elle concerne un territoire limité, et, partant, un nombre restreint de personnes ; ceci vaut pour une famille, une communauté, un peuple, une nation, un Empire… Il n'y a donc pas de continuum spatial, pas d'extension sur la planète considérée comme un territoire seul et unique. **La terre, le globe, les cinq continents ne sont en aucune façon le sol ou la sédimentation de l'universel : il n'y a pas, il n'existe pas, un univers corrélatif des valeurs dites universelles**. Seuls existent des territoires séparés, voués à des phénomènes identitaires, lesquels s'accompagnent toujours de coupures, de césures, de limitations et de délimitations entre les populations. Bref, des frontières. La frontière résulte de notre faculté culturelle[12], celle-là même qui nous met en mesure de porter sur le monde des regards différents. Si le monde était opaque et intangible pour les êtres humains, ceux-ci seraient limités, condamnés leur vie durant à répéter, à l'instar des animaux, un seul et même comportement. Mais tel n'est pas le cas. « Vérité au-deçà des Pyrénées, erreur au-delà », constatait Pascal dans ses *Pensées*[13]. C'est exact. Encore que dans ce cas, les Pyrénées peuvent être considérées comme remplissant le rôle d'une frontière *dite* naturelle. Sauf – ceci est très révélateur – pour les Catalans espagnols et français, ou pour les Basques. Mais n'allons pas trop vite en besogne.

Les éléments que je viens de rappeler ont de tout temps et en tout lieu, à toutes les époques et sous toutes les latitudes, caractérisé l'Histoire humaine. On peut en étudier les modalités politiques, les effets économiques, durant le Néolithique, l'Antiquité, le Moyen Âge, la Renaissance, les Temps Modernes. Avec des mouvements tantôt plus rapides, tantôt plus longs, selon les continents et les civilisations ; selon aussi les modes de gouvernementalité. En traiter, serait intellectuellement passionnant, mais impossible en une soirée. Qu'importe, il existe d'excellents livres comme les travaux de Fernand Braudel

---

[12] Sur la dimension culturelle de la frontière, cf. le passionnant ouvrage de Patrick Picouet et Jean-Pierre Renard, *Les frontières mondiales Origines et dynamiques*, Nantes, éditions du Temps, 2007.

[13] Pascal, pensée 294, in *Pensées sur la justice*, Paris, GF, 2011, p. 143.

sur l'histoire de la Méditerranée[14], ou celui que notre hôte au sein de l'Académie, Hervé Hasquin, a consacré à Louis XIV face à l'Europe du Nord[15].

Je vais, pour ma part, m'en tenir au défi inouï, *inédit*, qu'est l'Union européenne.

L'Union européenne vit au rythme d'une mondialisation non achevée du monde – peut-être est-elle en cours d'achèvement mais nous ne pressentons pas encore quelle forme de gouvernementalité pourrait être efficace et garantir la paix. Le seul à le savoir, c'est Jacques Attali qui sait tout, et qui dès 2011, a publié un livre au titre prometteur : *Demain, qui gouvernera le monde ?*..., mais sans finalement donner la réponse[16]. Plus sérieusement, la mondialisation dépasse désormais les frontières des nations, et est en voie de dépasser celles d'ensembles plus vastes comme l'Union européenne elle-même, mais aussi les Amériques, la Chine, les pays émergents, l'ensemble russo-eurasien, la Francophonie internationale… Ensembles qui tendent à reporter leurs frontières vers leur périphérie (l'espace Schengen, par exemple, pour 26 des Etats-membres de l'Union européenne). Mais ce phénomène d'écartement et, dans certains cas, de disparition des frontières nationales est concomitant de l'émergence de nouvelles formes de limites : nous-mêmes, Belges, ne pouvons que penser à la limitation intérieure que nous nous sommes imposée, à savoir une frontière de type linguistique ! Nous vivons dans un pays, au cœur de l'Union européenne qui a supprimé les postes-frontières, mais qui est institutionnellement structuré autour d'une limite linguistique, donc éminemment culturelle[17].

Il existe d'autre formes de remodelage frontalier dont un exemple frappant est la nouvelle configuration des pays balkaniques : « L'Europe centrale, après la fin du communisme, écrit Michel Onfray, obéit à d'autres tracés, elle a connu

---

[14] Fernand Braudel, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme XVe-XVIIIe siècle*, 3 tomes, Paris, Livre de Poche/Références, 1993 ; et *La Méditerranée et le monde méditerranéen à l'époque de Philippe II*, 3 tomes, Paris, Livre de Poche/Références, 1996.

[15] Hervé Hasquin, *Louis XIV face à l'Europe du Nord. L'absolutisme vaincu par les libertés*, Bruxelles, Racine, 2005.

[16] Jacques Attali, *Demain, qui gouvernera le monde ?*, Paris, Fayard, 2011.

[17] Un mot au sujet des séparatistes flamands. Forts de leur nombre à l'intérieur de la Belgique, ils voient avec inquiétude leur réduction – terme culinaire – au sein d'une Europe plus vaste. La crainte de la N-VA de Bart de Wever, lequel referme les écoutilles, les sabords, les fenêtres et les portes, n'est évidemment pas la Belgique : c'est bel et bien l'Europe. Il n'est pas innocent que Bart de Wever ait été reçu à Londres au 10, Downing Street pour en parler.

des partitions, des morcellements, des éclatements. Nouveaux pays, fins d'anciennes formules. Naguère l'Autriche-Hongrie, il y a peu la Yougoslavie, la Tchécoslovaquie, aujourd'hui disparues sous le poids de nouvelles volontés politiques : Tchéquie, Slovaquie, Slovénie, Croatie, Bosnie-Herzégovine »[18]. Curieusement, Onfray ne cite pas la Serbie, la Macédoine, le Monténégro, l'Albanie, ni l'encore fragile Kosovo. Il y a aussi les frontières régionales ou identitaires, reconnues ou non. Les survivances des frontières étatiques tracées, au temps heureux des colonies, sur le sol africain. Régis Debré affirme, chiffres à l'appui, que des frontières au sol, il ne s'en est jamais tant créé qu'au cours des cinquante dernières années. Il y aurait depuis 1991, selon les chiffres qu'il cite, vingt-sept mille kilomètres de frontières nouvelles, spécialement en Europe et en Eurasie. Sans oublier les kilomètres de Murs de béton et de clôtures électrifiées… Et Régis Debré, de conclure « Fossile obscène que la frontière, peut-être, mais qui s'agite comme un beau diable. Il tire la langue à Google Earth et met le feu à la plaine – Balkans, Asie centrale, Caucase, Corne de l'Afrique et jusqu'à la paisible Belgique »[19].

Les grands ensembles qui forment de plus en plus l'ossature géopolitique du monde/mondialisé n'effacent nullement, mais au contraire probablement amplifient-ils les désirs, les besoins et les ambitions identitaires, la quête des limites. Non plus l'appel du large, mais celui de la frontière, celui de la tradition et du local.

En fait, la logique européenne des Etats-nations qui, à partir du 19ème siècle, et à travers les luttes d'indépendance et les révolutions nationales, s'est opposée à la logique impériale, a toujours été inquiétée par les appartenances et par les identités culturelles. Une nation est un ensemble à vocation identitaire, voire identificatrice des citoyens – ce que la notion de carte d'identité dit d'ailleurs très explicitement. Citoyens qui vivent sur un territoire défini, au sein d'un Etat qui a pour mission déléguée d'assurer et la sécurité extérieure et la cohésion intérieure. Le problème, c'est que cela n'a jamais été aussi simple. Les frontières ont toujours été poreuses, et les populations composites. C'est donc

---

[18] Michel Onfray, *Théorie du voyage. Poétique de la géographie*, Paris, Livre de poche/Biblio essais, 2007, p. 27-28.

[19] Régis Debré, *Eloge des frontières*, Paris, Gallimard, 2010, p. 18-19. La présence de la Belgique dans cette énumération fait penser à cette interrogation étonnante de Jean Genet : « Comment est-on belge ? palestinien ?... », *Un captif amoureux*, Paris, Gallimard, 1986, p. 212.

souvent au prix de souffrances, de brimades, de contraintes linguistiques, d'humiliations, de déplacements de population (la traite des Noirs), d'exils de personnes, de pogroms, d'enfermements, jusqu'aux massacres et génocides (les tribus indiennes de l'Ouest américain, l'extermination des juifs par les nazis…), c'est au prix de vies brisées, que des Etats-nations ont assuré leur « cohésion ».

A côté de ces évènements extrêmes, on ne doit pas oublier les vies agressées au rythme quotidien des actes journaliers de la cité : les femmes jugées indignes par la France républicaine et fraternelle de se présenter au bac[20], les homosexuels visés par des lois liberticides, les sièges des transports en commun interdits aux Noirs dans l'Amérique des années 1950 [21],…

Contrairement donc au discours politiquement correct qui voit en elle un sauf-conduit pour la paix des peuples et la communion des humains, la culture est l'illustration la plus visible et la plus parlante de la faculté humaine de pouvoir aussi accomplir le pire. A aucun moment, ni nulle part, quelque chose comme une entente culturelle, comme un respect de la culture de l'autre, n'a arrêté un envahisseur, n'a humanisé un ennemi, n'a empêché la barbarie destructrice, n'a stoppé un génocide. Partout et toujours ont primé la rivalité, le conflit, la destruction, le pillage, le massacre, le déplacement des populations, l'éradication des langues, l'imposition de souffrances et d'humiliations à des races, des peuples, des communautés religieuses... Les cultures, les identités culturelles ne sont pas « naturellement » porteuses de paix et de bien-être. La littérature française, par exemple, a beau s'afficher universelle, elle a quand même engendré en son sein les idées nationalistes des Barrès et compagnie, idées que l'on retrouve aux fondements du fascisme[22]. Les Avant-gardistes italiens, les Futuristes dont les œuvres et les idées auront

[20] Julie-Victoire Daubié, née le 26 mars 1824 à Bains-les-Bains, dans les Vosges, est la première femme française ayant obtenu le droit de se présenter au baccalauréat à Lyon en 1861, et la première à l'obtenir le 17 août 1861. C'est aussi la première licencié (sans e, orthographe de l'époque) ès lettres le 28 octobre 1872.

[21] Rosa Louise McCauley Parks, (4 février 1913, Tuskegee, Alabama États-Unis – 24 octobre 2005, Detroit, Michigan), a refusé le 1er décembre 1955, à Montgomery (Alabama) de céder sa place à un passager blanc dans un bus. Arrêtée par la police, elle se vit infliger une amende de 10 dollars (plus 4 dollars de frais de justice) le 5 décembre ; elle fit appel de ce jugement. Un pasteur noir inconnu de 26 ans, Martin Luther King, avec le concours de Ralph Abernathy, lança alors une campagne de protestation et de boycott contre la compagnie de bus qui dura 381 jours. Le 13 novembre 1956, la Cour suprême cassa les lois ségrégationnistes dans les bus en les déclarant anticonstitutionnelles.

[22] Cf. Zeev Sternhell, *Maurice Barrès et le nationalisme français*, Bruxelles, Complexe, 1985 ; et Zeev Sternhell, Mario Sznajder, Maia Ashéri, *Naissance de l'idéologie fasciste*, Paris, Gallimard/Folio, 1989.

une influence considérable sur divers courants artistiques du XXe siècle, ont quant à eux nourri le totalitarisme de Mussolini. A tel point que dans le journal fasciste *Impero* du 18 mai 1925, Mussolini déclarait : « Le fascisme ne pourra jamais s'acquitter de sa formidable mission sur le seul terrain politique. Le fascisme procède de la guerre, et c'est par la guerre qu'il doit s'achever (…) La future guerre sera une guerre *futuriste* »[23]. La joie des émotions, la beauté des récits et des figures légendaires, les frémissements des plaisirs musicaux n'a pas empêché – au contraire – ni le national-socialisme allemand, ni la déportation des Juifs, ni le pillage de leurs biens, ni l'organisation rationnelle de la torture et de l'extermination. Quant aux intellectuels, consciences morales du siècle passé, ils sont pléthore à avoir tu, excusé ou soutenu les crimes staliniens, et autres folies des dictateurs communistes…

Ce constat-là est tout, sauf banal. S'il ne peut pas être passé sous silence, il demeure malheureusement trop peu entendu. Et ce, malgré de nombreuses voix lucides. Je pense à un Romain Gary. Né en Russie, il émigre en France à l'âge de 14 ans (la langue française dans laquelle il écrira son œuvre, lui est donc étrangère). En 1940, il rejoint la France Libre. Capitaine à l'escadrille Lorraine, il participe à la Bataille d'Angleterre, ainsi qu'aux campagnes d'Afrique, d'Abyssinie, de Lybie et de Normandie. Il poursuivra ensuite une carrière diplomatique à Sofia, à Berne, et finalement à la direction « Europe » du Quai d'Orsay. On a donc affaire à quelqu'un qui en connaît un bout sur la question de la migration, de la guerre, de la diplomatie et de la littérature. Dans les années 1970, il publie un roman passé inaperçu. Son titre : *Europa*. Pour l'édition de la traduction aux Etats-Unis, Romain Gary jugera nécessaire de le faire précéder d'une note introductive où l'on peut lire ceci : « … s'il veut dire vraiment quelque chose, le mot « culture » signifie – ou devrait signifier – un mode de comportement individuel et collectif, une force éthique agissante, à même de pénétrer l'ensemble des rapports humains et des manières de voir. Or l'histoire de l'Europe prouve que rien de ce genre ne s'est jamais produit (…). A cet égard notre héritage spirituel a systématiquement échoué, et souvent de manière monstrueuse. Pour le seul XXe siècle : les holocaustes de la Première et de la Deuxième Guerre mondiale ; l'Allemagne hitlérienne ; la France de Vichy qui, en 1942, aura pourvu en Juifs les camps d'extermination

[23] Cf. Ivo Andrić (Prix Nobel de littérature), *La Naissance du fascisme*, trad. A. Capon, Paris, Non Lieu, 2012, p. 78-79. Je souligne.

nazis ; Prague plongée dans les ténèbres ; l'impitoyable indifférence des dirigeants soviétiques à l'égard des droits de l'homme ». Et Romain Gary de conclure qu'il n'y a pas un seul bulletin d'information qui ne montre que « la culture ne parvient pas à atteindre notre fibre psychologique et sociale, ni à devenir un système éthique vivant. Nos chefs-d'œuvre restent en-dehors et au-dessus, dans leur ghetto doré, incapables de redescendre… »[24].

Que faire, dès lors ? Gary trouve une réponse dans sa « tentative de traiter délibérément, obsessionnellement, et presque exclusivement, de ce conflit *dans une œuvre de fiction* »[25]. On sent sous ses mots l'aveu d'un regret et d'une impuissance. De même peut-on lire chez un autre romancier, Claude Simon, la prise en compte de l'échec de la culture humaniste : « Dans l'Histoire, tout se tient. Le « trou noir » d'Auschwitz (sans parler du Goulag) a rendu tout discours « humaniste » simplement indécent ». A la question de savoir quel est le devoir d'engagement de l'écrivain vis-à-vis du monde, le même Claude Simon ne peut, désabusé, que répondre : « Le devoir impérieux de l'écrivain c'est de faire la meilleure littérature possible »[26]. Sans plus.

On pourrait multiplier les exemples. Je n'en citerai plus qu'un ; une tribune, publiée par le quotidien *Le Monde*, dans laquelle Elie Barnavi – qui fut lui aussi diplomate – écrit : « Eh non, la culture n'est pas un antidote au fanatisme et à la barbarie. C'est plus compliqué que cela, hélas ! Pis, fanatisme et barbarie font partie de la culture, prennent appui sur la culture, dressent une culture contre les autres. Faire marcher les victimes vers les chambres à gaz aux sons de Beethoven, ce fut un acte de culture »[27].

Il faut avoir le courage d'affronter cette contradiction, et accepter la vérité suivante : les émotions suscitées par les arts et par la littérature n'ont pas créé des sociétés meilleures. A elles seules, elles n'y parviennent pas.

Au constat historique, s'est ajoutée une dimension contemporaine : dans le monde/mondialisé, dans l'univers de la globalisation culturelle, les désirs

---

[24] Romain Gary, *Europa*, précédé de *Note pour l'édition américaine*, Paris, Gallimard/Folio, 1999, p. 10 ; signalons que Paul Audi, qui a traduit cette Note, a consacré une étude au roman de Gary : *L'Europe et son fantôme*, Paris, Léo Scheer, 2002.
[25] Ibid., p.11. L'auteur souligne.
[26] Claude Simon (Prix Nobel de littérature) interrogé par Bernard-Henri Lévy, in *Les aventures de la liberté*, Paris, Livre de Poche, 1993, p.19-30.
[27] Elie Barnavi, *Culture contre fanatismes*, in *Le Monde*, 20 janv. 2013, p.17.

identitaires sont, d'une part, moins satisfaits – chaque culture est de plus en plus mixée par un grand brassage (la musique de Rachid Tahi en est un exemple très réussi) – et, d'autre part, ils sont par réaction, de plus en plus exigeants, de plus en plus pressants, de plus en plus sur la défensive ; entendez, de plus en plus agressifs. Les identités culturelles sont désormais au coeur des conflits ou, tout au moins, sont devenues un facteur agissant de conflits d'autre nature (conflits économiques, énergétiques, idéologiques…).

En outre, les pratiques culturelles sont devenues des enjeux politiques et économiques de première importance. C'est le cas pour le devenir de l'Europe : quelle politique européenne rendra suffisamment compte de l'unidiversité culturelle des Etats-membres, et ce, tout en réussissant l'intégration européenne nécessaire ? C'est le cas également des négociations mondiales pour l'organisation du commerce : quel sera leur impact sur les politiques culturelles ? Quel sera, par exemple, le poids réel du principe de l'*exception culturelle* dans la négociation d'un nouvel accord commercial entre l'Europe et les Etats-Unis ? Question essentielle, quand on sait combien la politique internationale et commerciale des USA englobe la guerre économique des produits culturels ; avec pour résultat, que les statistiques du commerce international pour l'année 2011 indiquent que les exportations de l'Amérique du Nord dans le domaine des services culturels et des loisirs a atteint les 16 537 millions de dollars, soit plus du double des exportations européennes[28].

La convergence des multiples aspects politiques, économiques, géopolitiques *et* identitaires, ne peut dès lors que requérir notre vigilance, car cette dimension culturelle dont l'importance est de plus en plus agissante a aussi contribué, je le répète, à diviser, rejeter, condamner et tuer. Elle n'a pas, bien entendu, accompli que cela ; mais il serait vain de ne pas reconnaître qu'à cela aussi, la culture a servi.

Suis-je occupé de donner raison à Samuel Huntington[29], auteur du *Choc des civilisations* ? Non. Pas parce que son auteur, Samuel Huntington, aurait commis un péché de lèse-majesté, d'irrévérence, à l'égard de la sacro-sainte culture ! Ma critique est d'un autre ordre. En annonçant que trois civilisations sont destinées à entrer en conflit, l'Occident et la civilisation musulmane, d'une

[28] Cf. *Mondes émergents. L'Atlas du Monde Diplomatique*, Paris, p. 81.
[29] Samuel P. Huntington, *Le choc des civilisations*, trad. J.-L. Fidel, Paris, Odile Jacob, 1997.

part ; et l'Occident et la civilisation chinoise[30], d'autre part, il y va à la trop grosse louche. Il a commencé par omettre de définir ce qu'il entendait par culture – celle-ci est infiniment plus complexe que ce qu'il en dit rapidement. Ensuite sa division du monde en grands ensembles : civilisation occidentale, civilisation latino-américaine, civilisation africaine, civilisation islamique, civilisation orthodoxe, ne tient pas compte précisément de toutes les velléités identitaires qui creusent de l'intérieur les grands ensembles civilisationnels ou impériaux. Il fait de ceux-ci des blocs monolithiques, sans tenir compte des lignes de fracture.

Je reformule donc mon propos : en une trentaine d'années, le monde s'est considérablement transformé. Depuis l'effondrement du Bloc communiste et la fin de la tension bipolaire entre l'Ouest et l'Est, la problématique des identités culturelles – et religieuses[31] – occupe désormais une place déterminante dans nombre de conflits, et joue un rôle de plus en plus actif, en deuxième ligne, dans la plupart des autres conflits (même les guerres dues aux trafiquants de narcoïdes en Amérique latine ou aux confins asiatiques, revêtent une dimension d'agression à l'égard des pays occidentaux consommateurs). C'est cette évolution qui constitue dans les faits le dépassement de l'antagonisme réalisme/idéalisme, realpolitik/idéalisme culturel, pointé par Jean Borrea. Je m'explique : dans un monde où les conflits étaient destinés à s'accaparer le territoire de l'autre, à s'*approprier* les biens et propriétés de l'autre, dans un monde où l'on tuait pour prendre à l'autre ce qu'il avait, une diplomatie culturelle n'avait guère d'impact. Par contre, dans un monde où l'on tue l'autre non plus pour ce qu'il a, mais pour ce qu'il est, une *politique* culturelle prend tout son sens ; à la condition de ne pas reculer, précisément, devant le fait,

---

[30] Sur les relations entre l'Europe et la Chine, rien n'interdit à priori d'avoir une approche plus positive : à un moment où la Chine, après la longue période maoïste, est en recherche de culture, l'Union européenne pourrait développer une véritable politique culturelle dans ses Relations avec la Chine. Voir l'analyse de Philippe Kern, sur le site de KEA : http://www.keanet.eu/in-the-mood-for-love/ : "China remains envious of Europe's cultural heritage, its excellence in enabling the expression of creativity, its drive to maintain cultural diversity, its cultural institutions (museums, theaters), the quality of its designers, architects, artists and production companies… China's priority is to develop partnership with Europe at policy and business levels. If only Europe were more conscious of its cultural and business assets. The meeting of Western and Eastern cultural traditions and know-how will benefit world creation, liberate creative energies whilst at the same time increase mutual understanding. Is Europe in the mood for love? ».

[31] Il va de soi que l'aspect religieux est essentiel. Il est peu présent ici car j'ai voulu mettre axer ma réflexion sur la politique culturelle. J'ai traité du défi que représente la société pluriconvictionnelle dans *Liberté et libéralisme ? Introduction philosophique à l'humanisme libéral*, Bruxelles, l'Académie en poche, 2012, p. 79 et sq.

qu'en tant que *politique* elle doit s'articuler à la composante première de la politique : la relation ami/ennemi[32]. Il n'y a pas de politique sans qu'intervienne cette distinction. Mais, comme d'autre part nous nous situons dans le champ d'une politique *culturelle*, il ne s'agit pas de définir *qui* est ennemi, mais d'identifier les idées, les notions, les discours ennemis.

Est-ce un vœu pieux ? Ce ne devrait pas l'être. Pourquoi ? Parce qu'il existe un projet, une ambition, une construction politique, qui a pour nom Union européenne ; laquelle, me semble-t-il, a besoin comme de pain d'une *politique européenne de la culture*, adaptée à l'essence et aux défis du fédéralisme européen. Une telle politique culturelle européenne devra être en mesure d'identifier quelles sont les idées ennemies, quels sont les concepts qui lui sont adverses et opposés ; et sur cette base, identifier l'attitude à adopter, la voie à suivre, la riposte à choisir. Elle doit anticiper, et combattre les courants idéologiques ennemis comme les nationalismes, les fondamentalismes, les néo-racismes, l'antisémitisme, les populismes…

Dans le cadre géopolitique actuel les problématiques d'ordre culturel ont acquis une telle importance, qu'une diplomatie culturelle non seulement n'est plus utopique, mais est au contraire nécessaire. Cette présence culturelle au cœur des Relations internationales requiert lucidité et détermination de la part des acteurs européens. La culture dès lors, contrairement à ce à quoi la médiacratie actuelle l'a réduite, ne doit pas être cantonnée à l'industrie du divertissement ni au registre des émotions. Son créneau est celui de la qualité de ce que l'on apprend, de ce que l'on enseigne, de ce que l'on comprend, de ce que l'on édifie en commun.

A cet égard, un des problèmes majeurs pour l'Europe est de manquer d'intelligibilité. On ne sait plus exactement où elle est, où elle se situe, où elle va, ce qu'elle fait, ce qu'elle réussit ou pas. L'Europe a besoin d'une adhésion populaire plus forte. Malheureusement cette adhésion, de plus en plus nombreux sont les citoyens qui ne sont plus disposés à la lui accorder. Qui oserait prédire si, après les élections européennes de 2014, le parlement européen sera majoritairement composé de profédéralistes ou

[32] Cf. Julien Freund, *L'essence du politique*, Paris, Sirey, 1965. Freund définit les trois présupposés du politique en ces termes : la relation du commandement et de l'obéissance, la relation du privé et du public, la relation de l'ami et de l'ennemi. Cette dernière a d'abord été mise en avant par Carl Schmitt, in *La notion de politique*, trad. M.-L. Steinhauser, Paris, Flammarion Champs, 1992 ; préface de Julien Freund.

d'eurosceptiques ? Ce projet politique, unique dans l'histoire de l'humanité, porté par une volonté partagée de paix, et qui a réussi l'exploit d'amener des Etats-nation souverains à transférer, pour le bien et la prospérité du plus grand nombre, des parts entières de leur souveraineté à une entité supranationale, ce projet d'une Union européenne convainc difficilement. Est-ce dû à la nature des politiques européennes ? Pas entièrement. Est-ce dû à la complexité du paquebot Europe ? Pas seulement. Le désenchantement européen, se nourrit aussi d'une insuffisance de la pensée politique, et partant, de l'intelligence citoyenne. C'est ce qui explique d'ailleurs la résurgence et le succès actuel des idées ennemies, les fondamentalismes, nationalismes et autres « identités meurtrières ».

En réalité, le projet européen est à ce point inédit, inouï, encore jamais expérimenté, que nous ne disposons pas des notions, des concepts, pour en définir l'origine, les limites, les enjeux et les objectifs. Incapables de penser l'Europe, il est malaisé d'en rendre compte aux premiers concernés : les 507 millions de citoyens qui ne sont, aujourd'hui encore, européens qu'à la condition d'avoir une carte d'identité nationale.

Nos concepts sont demeurés attachés à la géopolitique des Etats-nation, celle-là même dont les pères fondateurs du projet européen ont tenté de nous sortir ; celle-ci ayant abouti – il ne faudrait quand même pas l'oublier – aux dizaines de millions de morts provoqués par deux Guerres mondiales. Par ailleurs, lorsque l'on tente de dépasser les paramètres étatico-nationaux, on ne fait que remettre au goût du jour ceux qui caractérisaient les Empires de jadis. C'est le cas d'Ulrich Beck, co-auteur d'un ouvrage au titre explicite : *Pour un Empire européen*[33] Or, cette vision impériale de l'Union européenne, non seulement elle ne correspond à rien, mais de plus elle effraie nombre de pays, notamment à l'Est de l'Europe, là où l'Histoire a été une lutte contre l'Empire romain, contre l'Empire ottoman, contre l'Empire austro-hongrois, et contre l'Empire communiste (avec la présence entretemps du *totale Staat* nazi).

Il faut, je pense, viser une conscience européenne, oserais-je dire plus organique. Approfondir la connaissance des réalités européennes. Etre porteur

[33] Ulrich Beck, Edgar Grande, *Pour un Empire européen*, trad. A. Duthoo, Paris, Flammarion, 2007. Si le titre original est *Das kosmopolitische Europa*, l'objectif est bien *L'Empire cosmopolitique*, comme exposé notamment au chapitre 3, p. 75 et sq.

d'une culture plus élaborée par le savoir ; une culture « transeuropéenne » qui, par exemple, permette de comprendre que l'élargissement de l'Union, après la chute du communisme, était non seulement un devoir mais une nécessité ; pas seulement pour les pays de l'est concernés, mais aussi pour l'Europe occidentale. Comprendre que les européens de l'est ne sont pas des étrangers venus prendre le travail des Belges. Comprendre que ces pays ont été le rempart durant des siècles contre l'Empire ottoman, et que les combats qu'ils ont menés ont aussi, entre autres, permis à nos Etats de l'ouest de prendre naissance et de se maintenir. Comprendre que le développement économique, aujourd'hui et demain, de pays comme la Croatie, la Hongrie, la Roumanie… sont aussi la condition du développement économique de l'Europe tout entière.

Cela n'est possible que si l'Union européenne ose enfin s'avancer sur le terrain d'une culture partagée par les Européens. Arrivé à ce point, il me faut insister sur un principe essentiel : la culture est distincte de l'art. Art et culture ne recouvrent pas des champs identiques. L'art suscite un plaisir esthétique. La création musicale, plastique, littéraire, théâtrale, cinématographique,… suscite émotion, joie, effroi, émerveillement. L'œuvre est créée à l'occasion d'un échange *singulier* entre le romancier et les mots, entre le peintre et les couleurs, entre le musicien et les sons. L'œuvre est vécue à l'occasion d'un échange singulier entre le lecteur qui la lit, le spectateur qui la regarde, l'auditeur qui l'écoute. L'art nous reconduit, créateur, interprète, lecteur…, chacun *singulièrement* face à nous-même, là où, au bout du compte, nous sommes seul(s). Le pluriel du mot « seul » est significatif : la reconduction face à la solitude de chacun est de façon paradoxale ce qui est le lot de tous. Cette humanité *singulièrement* partagée n'est-elle pas la seule voie d'accès en nous à l'universalisable ? Avec, pour corolaire, que ce qu'enseigne la parole grecque « connais-toi toi-même » est moins égoïste qu'il n'y paraît. C'est en ce sens qu'il faut lire la remarque très profonde que fait Abdelwahab Meddeb lorsqu'il affirme que la pensée en islam souffre d'une absence décisive : « Les grandes tragédies grecques n'ont pas résonné en langue arabe ». Rien n'y est parvenu des conflits tragiques « qui constituent l'épreuve ultime de la liberté, qui parfois défie les mois de la cité ». Et de préciser que, même si des poètes et des philosophes arabes ont rencontré et exploré le sentiment de l'existence, « rien n'est venu remplacer ce moment cardinal de la culture universelle qu'est la

tragédie athénienne (…) autour d'une grandiose mise en scène du surgissement radical de la liberté humaine et de la rupture qu'elle entraîne avec l'ordre du monde ». Le théâtre tragique grec touche à l'universel, parce qu'il parle à chacune et à chacun. L'absence d'une telle parole, dit notre auteur, est « un des grands drames de l'islam »[34].

Il n'y a pas de « leçon commune » à tirer de *L'étranger* de Camus, ni de *Crime et châtiment* de Dostoïevski ; ni davantage de la Symphonie n°1 en ré majeur de Malher, ou du *Baiser* de Rodin. En outre, non seulement art et culture diffèrent, mais l'acte créatif lui-même s'oppose à celle-ci. La création désigne l'apparition d'une nouveauté imprévue qui n'existait pas encore *dans* la culture. « L'art, par essence, pose, pour la culture même, la question des *frontières* de la culture », a écrit le philosophe belge Max Loreau[35]. Que les faiseurs d'opinion n'empêchent quiconque de lire, de voir, d'entendre, d'éprouver librement ; qu'ils laissent les artistes travailler et créer, sans leur imposer un cahier des charges, européen ou non ; il devrait, à cet égard, suffire de rappeler l'échec du très doctrinal « réalisme-socialiste »…

L'émotion, en ce compris l'intelligence de l'émotion, est l'alpha et l'oméga de la création artistique, elle pénètre les arts de la scène et du spectacle, les arts plastiques, l'écriture… La culture elle, vient après coup. Elle prend en charge les faits, les données, les évènements, le ressenti, le vécu. Elle construit et aménage à destination de chacune et de chacun de l'explicable. Ce travail ultérieur, qui explique ce qu'il en est du réel, de l'imaginaire et de la vie, caractérise toute forme de culture, en ce compris la culture européenne. Mais, ce qui, depuis son origine grecque, distingue celle-ci, c'est son refus de s'en tenir à des croyances superficielles. Au fur et à mesure que se consolidait, dans la Grèce antique, l'état civique - c'est-à-dire le droit de débattre au sein de la *polis* - on a vu se développer en même temps la capacité d'évoquer des hypothèses différentes à propos du *kosmos* ; la liberté aussi de pouvoir les confronter. La civilisation européenne est ainsi née à Milet (ville d'Asie Mineure, c'est-à-dire de la Turquie actuelle) avec les philosophes Thalès et

---

[34] In André Glucksmann, Nicole Bacharan, Abdelwahab Meddeb, *La plus belle histoire de la liberté*, préface de Vaclav Havel, Paris, Seuil, 2009, p.150-151.

[35] Max Loreau, *Art, culture, subversion*, in *La peinture à l'œuvre et l'énigme du corps*, Paris, Gallimard Essais, 1980, p.65. Je souligne le mot « frontières ». Max Loreau explicite en fait le leitmotiv de Jean Dubuffet « L'art est anticulture ».

Anaximandre. Ceux-ci ont, les premiers, substitué aux explications de nature transcendante, la question proprement scientifique « Qu'est-ce que ? »[36]. Cette volonté de comprendre ce qui est, de percer à jour les « lois » de la nature, tout autant que les lois de la Cité, cette volonté de connaître mieux et davantage, tel est l'esprit même de la culture, ou de la civilisation, européenne ; laquelle sera portée et théorisée à partir de la Renaissance, en particulier par les Lumières.

La culture, pour les Européens que nous sommes, ce sont des savoirs, travaillés, acquis et partagés ; non pas l'adhésion émue et spontanée à la communauté, mais l'approfondissement des recherches et des connaissances. C'est pourquoi les sciences humaines, en ce 21ème siècle naissant, siècle dont j'ai commencé par affirmer qu'il sera marqué par la question de l'humain, doivent, tant et plus, nourrir les questionnements politiques, défricher des territoires communs pour des rencontres possibles entre des cultures différentes. Il faut, sans naïveté, sans angélisme, approfondir, élargir, amplifier, diffuser au maximum ce que chercheurs, auteurs, intellectuels, universités (le mot université ne vient-il pas d'*universitas*), ont à nous dire de cette question en laquelle Kant résumait son œuvre, sa pensée, sa philosophie, son enseignement : « Qu'est-ce que l'homme ? ».

J'ai laissé ci-dessus, on l'a bien compris, comme dans la lumière d'une clairière, la possibilité d'un accès à l'universalité de l'humain. Je terminerai donc en précisant ceci. L'accès que m'ouvre sur la condition humaine une solitude originelle, partagée par toutes et tous, solitude à chaque fois éveillée, ravivée par la *rencontre* avec une œuvre littéraire ou artistique, je ne le nie évidemment pas. Je continue à maintenir toutefois que, seul, cela ne permet pas, pour dire les choses rapidement, de fonder un monde meilleur. Une amélioration positive ne peut être le fait que d'un projet politique soutenu. L'Union européenne est un tel projet.

C'est la raison pour laquelle je ne peux éviter deux questions. Tout d'abord, n'est-il pas contradictoire d'avoir posé comme point de départ la dimension

---

[36] Plusieurs ouvrages-clé méritent d'être cités : Philippe Nemo, *Qu'est-ce que l'Occident ?*, Paris, PUF Quadrige, 2004 ; Lambros Couloubaritsis, *Aux origines de la philosophie européenne,* Bruxelles, De Boeck, 1994, et *Histoire de la philosophie ancienne et médiévale*, Paris, Grasset, 1998 ; Carlo Rovelli, *Anaximandre de Milet ou la naissance de la pensée scientifique*, trad. M. Smerlak, Paris, Dunod, 2009.

mortifère, et aussi bien la dimension meurtrière des identités culturelles, pour ensuite solliciter l'adhésion à une culture dite des « connaissances partagées » ? Ensuite, quels pourraient être les instruments d'une politique culturelle européenne telle qu'explicitée ci-dessus ? Autrement dit, que faire ?

A la première question, il est répondu la plupart du temps par une sorte de profession de foi : il faut, même si tout prouve le contraire, continuer à croire en l'avènement possible d'un monde meilleur, en l'épiphanie d'une universalité sans ennemi, en une raison qui finira par triompher de ses contradictions ! Tout n'est pas à rejeter dans cette attitude, car elle traduit un sentiment irrépressible de confiance en l'*humanité*. Confiance d'ailleurs confortée par le fait que l'Histoire n'a pas été marquée que par le mal : la liberté humaine est aussi un pouvoir pour le bien. Des avancées positives ont pu être accomplies. Elie Barnavi, dans l'article cité ci-dessus, le souligne : « Après tout, la première moitié du XXe siècle ne résume pas l'histoire de l'humanité. La démocratie a fait des avancées remarquables, et pas seulement en Occident. Les droits de l'homme sont sortis des livres des philosophes pour investir le droit positif, y compris le droit des gens (…) La guerre n'a pas disparu, loin s'en faut, mais elle est moins légitime que jadis… ». C'est exact : pour imparfaits qu'ils soient, des mécanismes internationaux de prévention et de contrôle ont été mis en place, existent, sont opérationnels, et parfois même efficaces. Ma réponse, dès lors, tend à fonder plus précisément cette réflexion sur les acquis de la construction européenne. **L'existence d'une entité – voire d'une puissance – politique et économique dont la « politique étrangère et de sécurité commune », depuis les Traités de Maastricht (1992) et de Lisbonne (2007), est fondée sur des principes humanistes et pacifiques, est sans précédent.** Une telle opportunité a toujours fait défaut durant les siècles passés. Ce fut le cas, par exemple, à l'issue des épouvantables Guerres de religions qui avaient dévasté le territoire européen, et décimé les populations. Les Humanistes de la Renaissance ont pu avec courage initier les concepts fondateurs des Lumières comme le droit, la raison, la paix. Un Erasme, par exemple, en 1515, a pu écrire des hommes que « la diversité superficielle des noms de leur pays suffit à elle seule à les diviser » et regretter dans la foulée qu'ils ne se réconcilient pas « plutôt sur toutes les valeurs qu'ils partagent ensemble »[37]. Mais cet humanisme naissant ne put

[37] Erasme, *La complainte de la paix*, 1515, cité in Yves Hersant, Fabienne Durand-Bogaert, *Europes de l'Antiquité au XXe siècle. Anthologie critique et commentée*, Paris, Laffont Bouquins, 2000, p.929.

empêcher ni le massacre de la Saint-Barthélemy, ni tant d'autres crimes perpétrés au nom de croyances opposées.

Aujourd'hui, grâce à la détermination politique et démocratique, il peut en être autrement. Née d'un demi-siècle de Guerres mondiales, l'Union européenne est une construction qui s'opère dans et pour la paix. Ses valeurs essentielles fondent sa politique étrangère : les articles 3 et 21 du Traité sur l'Union Européenne assignent à celle-ci la défense des grands principes (démocratie, état de droit, droits de l'homme et de l'enfant, libertés fondamentales) ainsi que l'organisation de la sécurité collective (respect du droit international et de la charte des Nations Unies, développement durable, solidarité, lutte contre la pauvreté…)[38]. L'Union européenne est un édifice nouveau, à la fois récent et inédit, sur la scène internationale. Que cet édifice soit confronté à des difficultés économiques, sociales, citoyennes, sociétales… relève des enjeux politiques inévitables. Par contre, l'Union européenne ne pourra surmonter ceux-ci, ne pourra assurer le bien-être des citoyens et la prospérité « transeuropéenne », qu'à la condition d'être portée par une adhésion de type culturel ; une adhésion *populaire*.

La période critique que traverse l'Union Européenne, et de façon plus aigüe la Grèce ou l'Espagne, requiert un volontarisme lucide. Il faut aller vers une solidarité institutionnelle renforcée, c'est-à-dire vers davantage de fédéralisme européen. Un fédéralisme dont les modalités, je le répète, sont encore insuffisamment pensées et sont à inventer. Or, comme l'a remarquablement montré Etienne Balibar - un des rares auteurs, avec Jürgen Habermas, à avoir une vision politique et philosophique de l'Europe – le fédéralisme n'a aucune chance de voir le jour sans la démocratie. La crise actuelle peut – doit - être l'occasion de cette émergence démocratique à l'échelle transeuropéenne : « elle conditionne une renaissance de la participation politique active (ou de la citoyenneté) et est le seul antidote possible au développement des populismes nationalistes ou néo-fascistes »[39]. Balibar propose d'envisager le concept de « populisme » sous un autre angle, celui d'un sursaut des peuples européens, réveillés par la crise grecque et se préoccupant enfin de l'Europe qui les concerne – ou qui devrait les concerner. Pour ma part, il me paraît impossible

[38] Cf. Maxime Lefebvre, *La politique étrangère européenne*, Paris, PUF Que sais-je ?, 2011.
[39] Etienne Balibar, *Réflexions sur la crise européenne*, in *Les Temps Modernes*, avril-juin 2013, n°673, Paris, p.128-151.

d'offrir une nouvelle virginité au terme « populisme » ; et ce, malgré l'appel au peuple qui résonne à travers son origine. Par contre, **convaincu de la nécessité de trouver la voie de l'adhésion populaire au projet européen, je retiendrais le terme inusité de « popularisme » : l'Europe ne sera fédéraliste, transeuropéenne, que si elle est populaire, dans tous les sens du mot**.

Que l'on me comprenne bien, je n'ai pas la naïveté de croire qu'une politique culturelle européenne constituerait *la* réponse à la crise actuelle. Membre du Comité des Affaires européennes réunissant des parlementaires belges du Sénat et de la Chambre, je suis avec beaucoup d'attention les décisions européennes, en matière de rigueur budgétaire, ou de relance économique[40]. Je soutiens avec le même engagement la nécessité d'une politique de sécurité et d'une force militaire communes. Mais rien ne peut se construire en-dehors de la volonté citoyenne.

Il me reste à tenter de répondre à la seconde question ainsi reformulée : quels moteurs populaires pour quelle culture ?

La seule culture qui permette de faire pièce aux « idées ennemies », telles qu'évoquées et définies ci-dessus, la seule qui permette de concrétiser les objectifs d'une politique étrangère européenne respectueuse des engagements du Traité sur l'Union, est une « culture de la liberté ». Cette notion ne doit pas être comprise comme étant seulement synonyme de « libre culture ». Par « culture de la liberté », j'entends désigner une *politique* qui se dresse contre tout courant qui, volontairement ou involontairement, tend à couper la liberté de ses origines, à la vider de son contenu, de son sens, et de sa portée concrète pour chacune et chacun.

Il faut avoir le courage de rappeler que dans la vie des collectivités humaines, tout ne se vaut pas. Contre le relativisme culturel qui place sur un pied d'égalité toute croyance et toute pratique (y compris les mutilations génitales imposées à des millions de femmes), contre le formatage médiatique de l'intelligence et de l'émotion, contre l'abandon de l'enseignement des *humanités*, contre la banalisation des diktats bien-pensants (autrement dit, qui ne pensent pas), j'en appelle à une « culture cultivée », à un savoir partagé, à une nourriture de la

---

[40] J'ai déposé une proposition de résolution au Sénat pour que soit renforcée l'association des parlementaires « nationaux » aux débats sur les décisions budgétaires, prises au niveau européen, mais qui concernent directement les Etats-membres.

pensée, à une volonté commune de comprendre mieux et davantage. Il y a là un travail de réhabilitation immense à accomplir, dont Elie Barnavi a également raison d'affirmer qu'il est avant tout une affaire politique qui concerne tous les niveaux de pouvoir ; depuis les collectivités locales jusqu'aux organismes internationaux, en passant par les outils publics d'aide à la création et à la diffusion.

Voici dès lors - ceci ne réduisant en rien la nécessité d'avancées démocratiques au niveau du fonctionnement des Institutions de l'Union - quelques pistes pour *populariser* un dessein et un destin européens communs.

Pédagogues et historiens doivent urgemment parvenir à rédiger une Histoire de l'Europe, libérée des œillères nationales. La tâche n'est évidemment pas simple, tant les nations européennes se sont affrontées et combattues au cours des siècles. Mais elle est essentielle : on ne peut construire un avenir sur l'ignorance du passé.

L'ensemble des cursus scolaires organisés dans les Etats-membres doit intégrer cet enseignement de l'histoire de l'Europe, autrement dit de la généalogie de la civilisation européenne. Celle-ci s'est constituée à travers cinq grandes étapes : le savoir grec, le droit romain, l'éthique judéo-chrétienne, l'humanisme Renaissant, la société libérale. Avec cette caractéristique non négligeable d'être la seule parmi les différentes civilisations, à être passée par chacune de ces étapes et les avoir intégrées[41].

Un maximum de disciplines enseignées doivent être marquées d'un exposant « Europe » : pas uniquement le cours d'histoire, mais aussi les cours de langue, de littérature, de sciences… Et ce, complémentairement à l'introduction dans le cursus scolaire organisé dans chaque Etat-membre d'un cours consacré aux principes de la culture européenne et aux valeurs de la démocratie : respect des droits et des libertés, scolarité, éducation, tolérance, dignité humaine, solidarité, engagement pour la paix, responsabilité écologique, progrès scientifique… Pour le cas précis des risques de radicalisation religieuse, contrer ceux-ci sur le long terme passe nécessairement par l'école : un enseignement de l'histoire culturelle des religions et convictions philosophiques[42], organisé à

[41] Cf. sur ce point, Philippe Nemo, *Qu'est-ce que l'Occident ?*, op. cit.
[42] C'est aussi le sens du combat que je mène depuis des années au niveau de la Fédération Wallonie-Bruxelles pour la création d'un cours de Philosophie et d'histoire culturelle des religions dans l'enseignement secondaire.

l'attention de tous les élèves, permettra de mieux connaître et comprendre l'autre.

Si on peut supposer que les universités, l'enseignement supérieur et le monde de la Recherche sont, par nature, de plus en plus internationalisés, il faut veiller à accentuer leur déploiement à l'échelle européenne. Le programme Erasmus va en ce sens. Il serait bon de l'étendre à un maximum de secteurs d'apprentissages y compris dans l'enseignement technique et professionnel[43].

J'ai insisté sur le fait que la culture ce sont des connaissances partagées. Raison pour laquelle j'accorde une telle confiance et une telle attention à la scolarité. En particulier à l'enseignement de valeurs humaines et humanistes. Cela ne signifie pas que je plaiderais pour le retour à une pédagogie dépassée. C'est tout au contraire : la culture européenne, depuis ses origines, s'est toujours accompagnée d'une réflexion pédagogique évoluant avec les progrès de la société. A l'heure présente, aucune option pédagogique ne peut plus ignorer Internet[44]. Si la culture, ce sont des *connaissances partagées*, non seulement internet permet un accès sans précédent aux connaissances, mais il est aussi un outil sans précédent de partage des connaissances. La technologie Internet est un appoint capital pour la construction européenne.

L'histoire du continent européen, cela a été rappelé, est faite de guerres, de violences et de massacres accomplis par des « Européens » sur des « Européens ». Sans abuser d'une procédure, qui deviendrait alors un procédé, le *pardon* peut être considéré comme un acte de culture européenne ; cela devrait être le cas entre différents pays de l'ex-Yougoslavie. On peut, à titre d'exemple, rappeler l'agenouillement spontané devant le monument du ghetto juif, accompli par Willy Brandt à Varsovie le 7 décembre 1970. Willy Brandt, Chancelier d'Allemagne fédérale depuis un an, et lui-même résistant antinazi, a demandé pardon, les deux genoux en terre, pour le crime collectif de ses compatriotes[45]. Ce faisant, il a contribué à faire progresser la cause européenne. D'autres actes symboliques, liés à la réconciliation franco-

[43] J'ai, en ce sens, déposé une Proposition de résolution au Parlement wallon visant l'initiation d'un programme « Erasmus » pour l'apprentissage des métiers techniques à travers les fonds structurels de développement régional (Doc 881 (2013-2014)-n°1 ; proposition co-signée par Pierre-Yves Jeholet.

[44] Lire à ce sujet, l'interview du professeur Bernard Surlemont, Directeur du programme Entrepreneurs, dans le quotidien Le Soir, 29/10/2013.

[45] Cf. Gérard Saint-Paul, *L'agenouillement au ghetto*, Paris, Michel de Maule, 2012.

allemande, ont également eu un fort impact : Charles de Gaulle et Konrad Adenauer priant ensemble dans la cathédrale de Reims, ou François Mitterand et Helmut Kohl, main dans la main, à Verdun.

Puisque nous sommes dans le champ culturel, et en poursuivant la réflexion relative aux fautes assumées, la restitution des biens personnels et collectifs est également un acte de culture européenne. Les biens personnels et les œuvres d'art appartenant aux familles juives déportées[46], bien entendu. Mais aussi les œuvres emportées par les armées victorieuses. Notamment celles que l'on retrouve encore aujourd'hui dans les « collections » napoléoniennes des Musées français[47].

Dans le registre « Patrimoines », les folklores, partout présents et souvent parents, sur l'ensemble du territoire européen, doivent pouvoir se poursuivre et se développer, en-dehors de toute velléité de mise sous tutelle par le politiquement correct. Il est évident qu'il s'agit de manifestations identitaires, mais leur contenu est inscrit dans une configuration autre ; une configuration faite notamment de dérision et d'ironie face aux contraintes de la vie. Le folklore (mot qui signifie, ne l'oublions pas, « savoir populaire), est une réappropriation populaire de la vie. A ce titre, il est fortement ancré à une appartenance locale. Cet enracinement est salutaire : **il n'y a nulle universalité sans ancrage local, et pouvoir être soi-même est une condition de l'ouverture aux autres**[48].

Comme des manifestations de type folklorique sont organisées à travers toute l'Europe et que, souvent fondées sur les mêmes légendes et les mêmes réalités concrètes, elles ne sont pas sans parenté, le développement de réseaux transnationaux, est un moyen populaire de « mettre de la chair » sur l'ossature de l'Union européenne ; l'ossature étant les Etats-membres. Dans le même ordre d'idées, **la suppression des frontières internes, fait des relations et des**

---

[46] Cf. notamment Hector Feliciano, *Le musée disparu. Enquête sur le pillage d'œuvres d'art en France par les nazis*, trad. S. Doubin, Paris, Gallimard Folio Histoire, 2008. Une enquête récemment menée dans 162 musées aux Pays-Bas a permis d'identifier 139 œuvres d'art dérobées à des familles juives par les nazis, cf. Agence Belga, 31/10/2013.

[47] Je me suis beaucoup battu pour que le Musée de Nantes restitue à la cathédrale de Tournai, un Rubens que les soldats de la République avaient purement et simplement volé. Un texte, en ce sens, a été, sur ma proposition, voté à l'unanimité par le Parlement de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Sur la problématique de la restitution des œuvres d'art, cf. Emmanuel Pierrat, *Faut-il rendre les œuvres d'art ?*, Paris, CNRS, 2011.

[48] Cf. la note ajoutée en 1986 et intitulée *Généralisation tardive*, par Louis Dumont à son ouvrage de référence consacré au folklore, *La tarasque*, Paris, Gallimard Sciences humaines, 1987 (1ère éd. 1951), p.233 et sq.

projets « transfrontaliers » entre les Etats-membres, de multiples foyers potentiels pour une culture « transeuropéenne ».

J'ai évoqué des pistes en matière d'enseignement ; plus particulièrement en relation avec les racines historiques de l'Europe. Au début de mon exposé, j'avais en outre insisté sur l'autre dimension de la connaissance humaine : l'espace, autrement dit le territoire. Les citoyens qui donnent vie au continent européen doivent arpenter celui-ci. La suppression des barrières nationales, l'effondrement du Rideau de fer, la réunification d'Etats que l'Histoire et le communisme avaient séparés…, ont ouvert des horizons européens nouveaux. Nous devons pouvoir nous les *approprier*, les rendre pleinement nôtres. Le territoire de l'Union européenne - nous n'y sommes pas encore habitués - est à connaître et à découvrir. Comme l'a été le territoire américain.

Le cinéma européen peut, comme l'a été le cinéma américain, mais avec ses spécificités bien sûr, être le miroir symbolique de cette découverte et de cette appropriation. Il ne sera plus seulement la mise en images de nos Histoires nationales respectives, mais il sera un cinéma ouvert sur les espaces, le voyage, le road-movie : découverte des villes d'Europe, non plus comme lieux d'enfermement, non plus arrêts, mais lieux de passage. Les villes européennes seront, à la différence de la Prairie perdue, notre géographie retrouvée. Pour cela, il faut une politique européenne du cinéma qui ait deux objectifs principaux : la création de films, la capacité pour les Européens de voir ces films.

A l'heure de la société techno-médiatique, des media européens sont absolument indispensables. Il n'y a aujourd'hui aucun media susceptible de faire partager les principes essentiels de la construction européenne. Seules existent une chaîne de télévision franco-allemande (Arte), et une organisation des chaînes publiques nationales qui a son siège principal à Genève, donc en-dehors de l'Union. Le téléspectateur européen n'a, sur quelque support technique que ce soit, qu'un accès très limité à une programmation porteuse de l'unidiversité européenne : émissions, films, débats, connaissance mutuelle des populations…[49]

---

[49] Richard Miller, Wim Wenders, Fabian Maray, *Visages du cinema européen*, Bruxelles, Luc Pire, 2003. Cf. également, Richard Miller, *Le 7ème art de la démocratie*, in *L'éthique de la liberté*, Bruxelles, Luc Pire, 2007, p. 99 et sq.

Les organismes publics de radio-télévision des différents Etats-membres doivent, dans leur cahier des charges, contrat de gestion ou autre, inclure une mission de service public axée sur l'appartenance européenne des citoyens. Il doit s'agir d'une obligation de production et de diffusion (quota significatif de films, de documentaires, d'émissions d'informations et d'analyse,… d'origine européenne, à des heures de grande écoute), vérifiable par un organe de régulation européen.

Cette obligation de service public doit inclure la diffusion d'œuvres et d'émissions en version originale, également sous-titrées, de façon à faciliter l'apprentissage et la maîtrise de plusieurs langues européennes.

La procédure du Droit d'Initiative Européen qui devait permettre aux citoyens des différents Etats-membres d'influer sur les politiques européennes, moyennant des pétitions recueillant un million de signatures, s'est soldée par un échec complet. Elle doit être entièrement revue, afin de donner pleine satisfaction à toutes celles et à tous ceux qui veulent encore penser que l'Europe n'est pas le problème, mais la solution.

Ma conclusion sera sous forme de réponse à ceux qui, comme Alain Finkielkraut[50], évoquent le célèbre texte d'Ernest Renan – *Qu'est-ce qu'une nation ?* - au secours de leurs tremblotements nationalistes. Le texte de Renan est exemplaire. Tout ce qu'il avance de la nation, je m'y rallie : « Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une, constituent cette âme, ce principe spirituel. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession d'un riche legs de souvenirs ; l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble… »[51]. Simplement, cette lucidité dans l'analyse, cette rigueur dans l'argumentation c'est à l'Europe qu'il faut aujourd'hui les appliquer. Pour trois raisons.

D'abord, c'est en 1882 que Renan, en Sorbonne, a présenté son texte, c'est-à-dire dans la méconnaissance – et pour cause – des deux Guerres internationales de 1914 et de 1940 et de leurs conséquences. Ensuite, la réalité géopolitique du 21ème siècle, j'y ai suffisamment insisté, rend nécessaire pour garantir la paix et notre sécurité de s'unir à l'échelle du continent européen. Et

[50] Alain Finkielkraut, *L'identité malheureuse*, Paris, Stock, 2013. Cf, également les trois pages racoleuses que lui consacre William Bourton dans le quotidien *Le Soir*, Bruxelles, 30/10/2013.

[51] Ernest Renan, *Qu'est-ce qu'une nation ?*, Paris, Mille et une nuits, 1997, p. 31.

enfin, parce qu'il faut aussi avoir l'honnêteté intellectuelle de reconnaître que c'est ce que Renan lui-même avait prédit : « Les nations ne sont pas quelque chose d'éternel. Elles ont commencé, elles finiront. La confédération européenne probablement les remplacera »[52].

Richard Miller

[52] Op. cit., p. 33.